



La France doit agir pour défendre les droits des journalistes au Yémen

A l'occasion de la visite officielle en France du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes), membres de la FIJ (600 000 adhérents dans le monde) interpellent le président Emmanuel Macron sur le sort des journalistes yéménites victimes de la guerre menée par la coalition dirigée par Ryad et dont les populations civiles paient le prix fort.

De nombreuses ONG ont dénoncé les ventes d'armes par Paris à Ryad ; en effet les armes françaises sont mises en cause pour servir les raids des forces de la coalition, dirigée par l'Arabie saoudite. Cette guerre oubliée, qui a fait, selon l'ONU, quelques 10 000 morts, met directement en cause la politique extérieure de la France.

Les journalistes yéménites se trouvent, eux aussi, au nombre des victimes civiles du conflit entre forces gouvernementales et Houthis.

Leur syndicat vient de recenser une soixantaine de violations graves depuis le début 2018 : assassinats de deux de nos confrères – Basheer Aqlan et Mukhtar Al-Yafi'i à Taz et Aden – mais aussi une série d'arrestations, enlèvements, agressions, attaques contre les rédactions, prise de contrôle des médias, et saisies de biens personnels des journalistes, etc.

Actuellement 12 journalistes sont détenus par les forces Houthis et un autre par Al-Qaida, selon le syndicat qui dénonce les conditions imposées par des geôliers, qui interdisent toute assistance médicale aux prisonniers. Sites internet et médias sociaux sont également victimes d'actes de censure.

Les syndicats français demandent instamment au chef de l'Etat français d'intervenir auprès de son hôte pour dénoncer la situation ; la France doit peser de tout son poids pour que cessent ces atteintes à la liberté des journalistes et à la liberté d'information.

Les syndicats français appuient les déclarations de la FIJ qui a exprimé sa « *solidarité à nos collègues yéménites* » et soutient « *leurs demandes de protection des journalistes de la part des parties prenantes au conflit afin qu'elles cessent de s'en prendre aux médias* ». Il y a urgence à agir pour mettre fin à l'impunité des auteurs des actes d'agression contre les journalistes yéménites.

Les syndicats français seront particulièrement attentifs aux résultats des échanges entre la France et l'Arabie saoudite et aux réponses apportées par le président de la République.

Paris, le 9 avril 2018
SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes